

tentent tant bien que mal de résister – à un matraquage de communication d'influence fabriquée par les experts politiques de l'Élysée avec le soutien logistique bienveillant des grands médias dominants, on est en droit de se demander comment des esprits non avertis ou peu portés à la critique pourraient échapper à cette emprise de la pensée unique. Comment, dans ces conditions, oser prétendre que notre démocratie est en bonne santé et qu'elle s'exerce de manière effective ? C'est donc tout à l'honneur des désobéisseurs que de contribuer, par leur refus de collaborer, à ouvrir les esprits à un discours dissonant et dissensusuel.

Désobéir ce ne serait donc pas affaiblir la démocratie, mais au contraire la faire progresser. Hannah Arendt reconnaît un rôle absolument indispensable à la désobéissance civile « pour favoriser les progrès de la démocratie dans la nécessaire adaptation des lois et des institutions aux évolutions sociales ». Elle donne l'exemple de la grève, qui constituait hier une désobéissance à la loi et qui est aujourd'hui légale. Ceux qui jadis ont fait grève quand c'était subversif ont rendu un réel service à la société ! On pourrait également citer l'exemple de ces femmes de renom qui, en 1971, à travers le manifeste dit des « 343 salopes¹ » ont affi-

1. Le « Manifeste des 343 », également appelé « Manifeste des 343 salopes », est une pétition parue le 5 avril 1971 dans le n° 334 du *Nouvel Observateur* et signée par 343 femmes affirmant avoir subi un avortement, s'exposant ainsi à l'époque à des poursuites pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement.

Le manifeste, rédigé par Simone de Beauvoir, commençait par ces phrases :

« Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées, alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples.

ché publiquement leur désobéissance lorsqu'elles déclarèrent avoir avorté, alors que l'avortement était puni par la loi.

On peut également reconnaître aux faucheurs volontaires¹ ou aux déboulonneurs de pub² cette fonction d'avertisseur public lorsqu'ils focalisent l'attention de l'opinion sur la nocivité des OGM sur notre santé physique ou la pollution de la pub sur notre santé intellectuelle.

On fait le silence sur ces millions de femmes.

Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté.

De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anti-conceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. »

1. « La première action de fauchage d'un champ d'OGM a lieu le 25 juillet 2004 à Menville, en Haute-Garonne, où plus de mille personnes arrachèrent chacune un épi de maïs, sous le regard passif des forces de gendarmerie. Depuis cette action massive et largement médiatisée, plusieurs dizaines d'actions de fauchage ont eu lieu ou ont été tentées, dans plusieurs régions », donnant lieu à une répression policière et judiciaire, envoyant les faucheurs, et notamment José Bové, en prison.

« Les procès, autant que les actions, donnent l'occasion aux faucheurs de médiatiser leur action [...], de sensibiliser l'opinion et d'organiser une pression forte sur les pouvoirs publics » : Alain Refalo, « En France, des actions en recrudescence, mais un début encore timide », *Alternatives non violentes*, n° 142, *op. cit.*, p. 26-33.

2. Il s'agit d'un collectif non violent qui lutte depuis la fin de l'année 2005 contre l'envahissement publicitaire. Les « déboulonneurs » veulent démythifier la publicité et organiser pour ce faire des actions spectaculaires de barbouillage des panneaux publicitaires. « Face à l'agression publicitaire, face à l'inertie des autorités, la désobéissance civile est une légitime réponse », proclament-ils. Ils réclament une autre loi sur l'affichage publicitaire qui respecte l'environnement et les esprits. Cette campagne de désobéissance civile monte actuellement en puissance et rencontre un écho favorable dans l'opinion publique même si elle n'est pas encore vraiment en mesure d'instaurer un nouveau rapport de forces avec les décideurs politiques.